

Face à l'inflation :

IMPOSONS L'AUGMENTATION DES SALAIRES !

Depuis le 15 septembre, des milliers d'ouvriers de l'automobile sont en grève aux États-Unis, dans les usines de Ford, General Motors (Buick, Chevrolet, Cadillac...) et Stellantis (le groupe né en 2021 de la fusion de Fiat-Chrysler et de PSA qui détient aussi Alfa Romeo, Jeep, Opel...). Aux USA comme ici, les profits insolents des patrons et actionnaires de l'industrie et de la finance révoltent, alors que les salaires sont bouffés par l'escalade des prix.

Une riposte de classe

C'est une première, cette grève menée ensemble par les travailleurs des trois géants de l'auto aux États-Unis, les « Big Three ». Des groupes qui ont réalisé 250 milliards de dollars de bénéfices en Amérique du Nord au cours de la dernière décennie, et 21 milliards de dollars au cours du premier semestre 2023. Des groupes dont les PDG ont augmenté leur salaire de 40 % ces quatre dernières années, pour atteindre une moyenne de 25 millions de dollars par an. Parmi eux, les richissimes familles Agnelli et Peugeot, que nous connaissons bien ici, principaux actionnaires de Stellantis (Fiat et PSA) dont ils ont combiné de placer le siège... aux Pays-Bas, histoire de payer moins d'impôts !

Les travailleurs américains de l'automobile n'ont vu, eux, leur salaire progresser que de 6 % ces quatre dernières années, bien moins que la flambée des prix. Ils revendiquent la fin des rémunérations différenciées entre nouveaux embauchés, intérimaires et travailleurs à temps plein, en même temps que des augmentations de salaire pour tous, suivant le coût de la vie, ainsi que le maintien de tous les emplois dans le cadre du passage à la production de véhicules électriques.

Leur colère est telle que le président du syndicat de l'automobile, l'UAW, a déclaré (propos rares dans la bouche d'un haut responsable syndical) que face à « la guerre de classe unilatérale » qu'ils mènent

depuis des décennies contre la classe ouvrière, « les riches ne seront plus les seuls à se battre ».

Leur combat est le nôtre !

Prenons-en de la graine, alors qu'ici aussi les prix flambent et qu'on entend un Macron, dimanche 24 septembre, déclarer qu'il n'est pas question d'indexer les salaires sur les prix. Le Smic serait même « sur-indexé », selon lui. Comme si les smicards gagnaient de quoi vivre ! Face à la hausse du prix de l'essence, il pourrait reconduire, dit-il, une prime ponctuelle de 100 euros pour les salariés les plus pauvres : le prix d'un seul plein pour aller toute l'année au boulot. Car pas question de toucher aux profits de Total.

Quant à Bruno Le Maire, le ministre de l'Économie, il nous dit qu'il va demander des « efforts » aux entreprises de l'industrie agroalimentaire et de la grande distribution pour limiter l'inflation... De la poudre aux yeux. Comme celle de cet été sur le blocage des prix de quelque 5 000 produits jusqu'à la fin de l'année. Le Maire a été obligé de reconnaître la pratique, dite de « shrinkflation », des produits aux prix bloqués, voire baissés... parce que les quantités vendues dans le paquet sont diminuées, faisant augmenter le prix au kilo ou au litre !

Oui, les capitalistes sont en guerre contre la classe laborieuse. Nous, travailleuses et travailleurs, ne touchons que des paies infiniment inférieures aux richesses que nous produisons, sans compter toutes les magouilles patronales supplémentaires pour augmenter encore les profits.

C'est l'augmentation générale des salaires qui faut exiger, en s'en prenant aux profits. La journée d'action et de manifestations du 13 octobre prochain, à l'appel des syndicats, sera une première occasion de nous retrouver toutes et tous ensemble.

Ce n'est qu'un début. C'est une grève d'ensemble qu'il faut préparer pour faire céder le patronat : au moins 400 euros net d'augmentation pour toutes et tous, pas un salaire, pas une pension ni aucune indemnité chômage ou allocation inférieurs à 2 000 euros net pour pouvoir vivre !

Aussi chiant qu'un discours de Macron

Au centre financier, nous avons eu droit au show de la « Convention de rentrée ».

Première partie vidéo avec le discours entendu de Wahl : les résultats de La Poste ne sont pas mauvais, mais il compte sur nous pour qu'ils soient meilleurs. À sa suite, le directeur du centre puis la ronde des directeurs métiers, deux par deux, pour se poser des questions. Tout cela avait parfois un effet comique, sans doute involontaire, mais on ne demande pas aux directeurs d'avoir fait le conservatoire. La DRH a parlé du « présentéisme », qui, paraît-il, ne va pas bien.

Levée de rideau : le directeur est finalement apparu dans la salle pour répondre aux questions.

Mais pas question de parler de nos problèmes : les salaires, les horaires, les conditions de travail, le manque de personnel. Même si on a pu lire que la Banque postale avait décidé pour les centres financiers un plan d'austérité et le gel des recrutements.

Bref, de la com d'entreprise maintes fois ressassée.

Non au régime des emplois

À Paris 15, la direction nous fait voter sur le régime de travail. Les repos c'est important et nous nous sommes battus à plusieurs reprises pour les garder. Mais si c'est pour les passer à dormir parce qu'on finit la semaine sur les rotules, non merci !

La direction n'ose même pas annoncer combien de dizaines d'emplois elle compte supprimer, tant son projet s'annonce catastrophique.

Nous n'avons pas à nous casser la santé pour que La Poste double ses profits.

Du boulot pour tous

Avec la réorganisation, les suppressions de postes vont pleuvoir, autant à Alleray qu'à Pasteur ou à Bonvin. Des suppressions d'emplois qui correspondent plus ou moins au nombre d'intérimaires.

Résultat, les collègues intérimaires vont être éjectés pendant que les autres vont trimer deux fois plus.

Objectif nul

À Paris 15, c'était le moment de la prime d'équipe. Personne n'a touché le gros lot : au maximum 150 euros et, pour mieux nous diviser, pas le même montant pour tous. Plusieurs secteurs ont carrément eu un zéro pointé, car ils n'auraient pas rempli les objectifs fixés par la direction.

La Poste nous promet des primes, mais les verse (ou non) selon son bon vouloir. Alors imposons de vraies hausses de salaires que la direction ne pourra pas nous voler du jour au lendemain.

Trop c'est trop

Depuis la fermeture de la PIC de Caen, c'est la galère sur celle de Rennes. Les collègues de Rennes doivent passer le courrier de trois départements supplémentaires. Déjà que la charge de travail était en augmentation, le transfert du boulot de Caen à Rennes sans embauches est insupportable... et irrationnel : des millions de courriers seraient en retard à Rennes.

Les postiers de Rennes ont débrayé devant la PIC. Un coup de colère qui appelle des suites, car les patrons ne comprennent qu'un langage : celui de la grève.

La bourse ou la vie, c'est leur philosophie

Derniers médicaments en date à manquer : des antibiotiques basiques comme l'amoxicilline. Des laboratoires ont promis aux autorités de santé de garantir des stocks, mais contre une augmentation des prix de 10 % ! La loi du profit qui régit les labos pharmaceutiques met notre santé en danger : ils ne veulent plus fabriquer des médicaments de base, car ça ne leur rapporte pas assez. Ou bien rackettent l'assurance maladie et les malades avec des prix hallucinants de produits dont ils ont seuls le brevet.

Le capitalisme ou notre santé, il faut choisir : la seule solution est d'exproprier ces monopoles du big pharma à commencer par Sanofi et de mettre la production sous le contrôle des travailleurs.

À Versailles, le resto des sans-cœur

Mercredi 20 septembre, un doux fumet se propageait dans la galerie des glaces du château de Versailles. À l'occasion de la visite du roi Charles III, 160 convives étaient invités à déguster homard et champagne, grands crus et macarons. Cette profusion de luxe donne plutôt envie de vomir quand on se rappelle l'appel à l'aide lancé par la fondation des Restos du cœur il y a quelques jours, témoin de l'insécurité alimentaire qui touche de plus en plus de foyers.

Qu'ils s'appellent roi ou président, ces parasites vivent à nos crochets, il est grand temps de s'en passer.

Mayotte a soif

À Mayotte, les habitants manquent toujours d'eau potable, malgré les 600 000 litres envoyés en grandes pompes par le gouvernement. Un jour sur trois, rien ne sort des robinets sur l'île. Une situation qui risque de se prolonger : les infrastructures pour acheminer l'eau n'ont jamais été rénovées et Mayotte ne possède même pas d'Office de l'eau, susceptible de recenser les besoins en eau et les ressources disponibles sur place. Encore un témoignage, s'il en fallait un, du mépris de l'État français vis-à-vis de ce qu'il considère comme les restes de son empire colonial.